

# La crise grecque

Après des années de doutes, la Grèce semble décidée à s'ancrer dans l'Europe. C'est à ce moment que la crise de sa dette a mis au jour les insuffisances des procédures européennes de gouvernance économique et sociale, qui laissent aux forces anonymes et amORAles du marché des décisions qui relèvent de la politique. L'Europe doit offrir à ses membres des perspectives, au-delà des nécessités à court terme.

PAUL PALSTERMAN

« Puis-je vous dire quelque chose, Monsieur le Commissaire ? Vous n'êtes plus esclaves des Ottomans. Vous ne leur payez pas d'impôt, vous n'êtes plus menacés par Ali Pacha, et Ibrahim ne va pas réapparaître. N'est-il pas temps pour vous de dépasser le complexe du *raya* ? »

Petros Markaris, *Il y a longtemps, bien longtemps*<sup>1</sup>

Qui, en écrivant sur la Grèce, n'a pas eu envie de suivre les traces des grands philhellènes, de Lord Byron à Jacques Lacarrière ? Ah, la lumière de l'été grec ! Les senteurs de menthe, de verveine et de basilic qui se répandent, à l'approche du crépuscule, quand on grimpe la colline où se trouve perché le petit ermitage enseveli dans la chaux ! Mais il faut croire que ces auteurs vivaient à une époque, ou dans un milieu social, où il ne fallait pas s'abaisser à des contingences comme le remboursement d'emprunts

d'État, le paiement des pensions, le ramassage des poubelles (et le traitement de leur contenu) ou le fonctionnement des infrastructures de santé ; ou peut-être que leurs yeux de poètes ne voyaient pas ces contingences, ne voyaient pas que si les pins de la colline étaient calcinés, ce n'était pas à la suite d'un évènement dont on peut faire une épopée, mais à cause de la combustion spontanée des détritrus qui se mêlent aux herbes méditerranéennes et aux rochers couleur de rouille. Ou alors, c'est moi qui suis incapable de dépasser ces contingences, et donc d'atteindre le firmament occupé par ces illustres prédécesseurs.

Je me suis en tout cas juré d'éviter à tout prix deux écueils.

En aucun cas je ne veux jouer le rôle du correspondant du *Monde* à Bruxelles, ou du *Standaard* en Wallonie, chargé, qui de faire comprendre les abysses de la politique

<sup>1</sup> En grec Παλαια, πολυ παλαια, Athènes 2008 ; une traduction française est à paraître au Seuil en septembre 2010.

« *Raya* » est un mot turc qui veut dire « troupeau » ; il désignait dans l'empire ottoman les sujets non musulmans, objets de diverses discriminations, et, dans les campagnes, en situation de quasi servage par rapport aux propriétaires « turcs ». Ali Pacha, dit Ali de Tebelen, était pacha de Ioannina, en Epire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> ; il fit sécession de l'empire ottoman, et constitua un éphémère État indépendant, contenant la majeure partie de la Grèce. Ibrahim Pacha est un général ottoman, qui mena une répression féroce, dans le Péloponnèse, en réponse aux mouvements indépendantistes des années 1820.

belge aux Français (qui d'ailleurs n'en ont rien à cirer) voire aux Belges (qui de toute façon n'y comprennent rien), qui d'expliquer aux Flamands que les Wallons sont peut-être de fieffés profiteurs, notamment de la sécurité sociale, mais ont un art de vivre si chaleureux. Il ne manque pas de journalistes, grecs ou étrangers, qui jouent la carte du folklore à la Zorba (*Et opa! Une brochette, une coupe de retsina et quelques pas de sirtaki, et voilà tous les problèmes oubliés, sinon résolus; je ne crains rien, je n'espère rien, je suis libre!*), ou ont appris à se gausser des spécificités balkano-orthodoxes du pays, qui expliqueraient son retard dans divers domaines (*Oui, en adhérant à l'Union européenne, la Grèce a obtenu une dérogation à l'« acquis communautaire » en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes, pour permettre le maintien de la règle moyenâgeuse d'inaccessibilité des femmes au Mont Athos. Au XXI<sup>e</sup> siècle! Pourquoi pas, tant qu'on y est, faire adhérer aussi des pays où se pratique l'excision?*)

*Et oui, l'État grec s'obstine à considérer le nom « Macédoine » comme une marque grecque déposée, obligeant la pauvre république ex-yougoslave à porter un nom imprononçable et à renoncer au si joli drapeau qu'elle s'était inventée; s'il tenait correctement ses comptes au lieu de s'occuper des drapeaux des autres, on n'en serait pas là.*) Eh bien, qu'on ne compte pas sur moi pour en rajouter.

Bien entendu, je suppose que les lecteurs de *La Revue nouvelle* n'ont pas besoin de moi pour rapporter les potins entre touristes, qu'on peut lire dans la dernière édition du *Routard* ou entendre à la terrasse des tavernes et des cafés (*Ils sont en retard, mais ils progressent. Le métro d'Athènes est plus propre et pue moins que celui de Bruxelles, sans parler de celui de Paris, ha! ha! ha! Les nouvelles autoroutes sont meilleures que les autoroutes belges, surtout les autoroutes wallonnes construites du temps où les ministres étaient flamands, ha! ha! ha! Au supermarché, on trouve même de la Stella et de la Kriek. C'est vrai que c'est un*

*progrès par rapport au pipi de chat hollandais qu'on y trouvait avant, ha! ha! ha!*)

Ajoutez à cela que je n'ai aucune compétence en économie, ni aucune information saignante à communiquer sur le processus de décision politique en Grèce, en Europe ou au FMI. Qu'est-ce que cela laisse, si on veut dire quelque chose sur la crise financière, économique et morale qui frappe la Grèce? En quoi d'ailleurs cette crise nous concerne-t-elle?

J'ai lu, comme il se devait, les motions de la Confédération européenne des syndicats qui, comme il se devait, a dénoncé l'injustice fondamentale des mesures décidées par le gouvernement socialiste sous la pression de l'Europe, du FMI, et surtout des fameuses agences de notation, sans doute échaudées d'avoir longtemps accordé la note AAA aux dérivés des « subprimes » américains, qui ont cru bon de baisser celle de la dette souveraine grecque, obligeant le pays à payer des intérêts prohibitifs et faisant déraiper des finances publiques en situation précaire.

Pendant l'été, un chanteur populaire réputé à gauche (une étoile de magnitude moyenne, mais une étoile tout de même) est venu donner un concert, à l'invitation du maire du petit bourg d'Eubée où je passe mes vacances. Est-ce une fausse impression, ou le petit mot introductif du maire, qui lui-même s'affirme de gauche (mais « indépendant des partis », et pas socialiste), est-il passé dans une indifférence glaciale de l'assemblée? Il me semblait que, les années précédentes, il suscitait au moins une réaction, applaudissements ou coups de sifflet, selon l'opinion politique des spectateurs. Pourtant, le pays se prépare à des élections communales, en octobre, et le maire est candidat; inviter un chanteur d'audience nationale ne doit pas être étranger à sa campagne électorale. Quant au chanteur, comme il se devait, il a dénoncé la « junte » financière qui pré-

tend diriger le monde, et a prédit que « les peuples » ne se laisseraient pas faire, avant de chanter quelques « chansons engagées » (qui datent de la jeunesse du chanteur, quelque part dans les années septante). Est-ce une impression, ou ces chansons sont-elles passées dans une indifférence générale? Les gens ne préféreraient-ils pas les romances par lesquelles ce chanteur s'est fait connaître à ses débuts, ou le rythme rock and roll endiablé qu'il a adopté depuis les années quatre-vingt? Au fait, ce chanteur est-il concerné par la rumeur selon laquelle le monde artistique en général, et les chanteurs en particuliers, sont, avec les médecins, autant sinon plus encore que les politiciens, considérés comme les principaux fraudeurs du fisc, les principaux profiteurs de l'absence de cadastre des propriétés immobilières, qui permet de posséder des villas à Mykonos tout en ne déclarant qu'un revenu inférieur au minimum vital?

Lorsque la crise a éclaté, elle a assurément frappé comme un coup de bâton. Personne ne souhaite se retrouver dans la situation de quémander dans l'urgence des prêts pour pouvoir honorer des échéances. Dans le petit journal édité par l'association culturelle du village, est parue une caricature, sans doute reprise d'un journal national. Elle représentait un musée imaginaire des couvrechefs grecs à travers les âges, et les devises correspondantes: un casque de hoplite, et les paroles de Léonidas aux Thermopyles (*Μολων Λαβε*, Viens le prendre!); une couronne d'empereur byzantin et la devise de Constantin (*Εν τωτω, νικα*, En cela (*la croix*, *ndlr*), vains!); un bonnet d'evzone et la devise des révolutionnaires de 1821 (*La Liberté ou la Mort!*); un casque de soldat de la Deuxième Guerre mondiale et la réponse du dictateur Metaxas à son collègue Mussolini qui voulait envahir la Grèce (*Non!*); un chapeau mou posé à l'envers, et ce qu'on trouve sur les écriteaux des mendicants (*Ce que vous avez, merci!*).

Pour obtenir ces prêts, il a fallu passer sous les fourches caudines de mesures d'austérité dont l'ampleur fait frémir, même pour qui a gardé mémoire de l'austérité belge des années quatre-vingt. Les traitements dans la fonction publique ont été diminués d'un bon quart (il ne s'agit pas seulement de blocages ou de sauts d'index!), dans le même temps où les prix augmentent sensiblement, notamment par l'effet de hausse de diverses taxes (y compris la TVA et autres impôts frappant la consommation) et des tarifs d'entreprises publiques (chemins de fer, électricité, etc.).

Le plus terrifiant est que ces mesures, prises dans l'urgence, n'ont pas été vraiment discutées, et n'offrent comme telles guère de perspectives. Comme dans le reste de l'Europe, les journaux sont pleins d'interrogations sur l'opportunité économique de l'austérité en général, mais ces interrogations sont renvoyées au niveau académique: tout le monde semble piloter à vue. Le gouvernement essaie de trouver les accents les plus convaincants pour persuader que cette période difficile — qui devrait se prolonger encore au moins trois années — est le prélude d'une reprise plus saine de l'économie nationale. Mais pour l'instant, on est obligé de le croire sur ses bonnes paroles. Bien malin qui peut prédire quelle forme cette reprise prendra. En cela, il n'y a pas vraiment de spécificité grecque!

Devant ce vide, il aurait été étonnant que ne se fassent pas jour quelques réactions irrationnelles. On a entendu parler de l'assassinat d'un journaliste par un groupuscule terroriste qui se proclamait de gauche; de fait, la corporation des journalistes ne semble pas mieux vue de l'opinion publique grecque que de l'opinion publique belge! Dans un journal du mois d'août, un de ces journalistes s'est déclaré effaré de conversations avec « les gens » en province, qui affirmaient que si on faisait un référendum pour le retour de la drachme, celui-ci ob-

tiendrait un score « stalinien ». Les gens refusaient tout simplement de croire les informations selon lesquelles le pays avait bel et bien frôlé la cessation de paiement. Ils ne voulaient pas comprendre que la drachme, surtout une drachme dévaluée, augmenterait encore la charge d'emprunts libellés en devises. Ils semblaient avoir oublié qu'au cours des dernières années de son existence, la drachme n'avait cessé de perdre de sa valeur par rapport aux devises européennes. Ils ont oublié aussi que c'est bien avant le passage à l'euro que les prix grecs se sont mis à monter sensiblement plus vite qu'ailleurs en Europe, effet essentiellement de transformations dans les habitudes de consommation : au lieu de cuisiner les produits agricoles locaux récoltés dans le potager familial ou vendus au marché, les nouvelles générations mangent des cornflakes avec du lait frais, tous deux importés ; les 4x4 rutilants importés à l'état neuf d'Allemagne ou du Japon ont remplacé sur les routes les tricycles et les tacots antédiluviens achetés chez les ferrailleurs d'Europe occidentale, qui faisaient de la Grèce, comme le soulignaient les guides touristiques de l'époque, un musée vivant de l'automobile. En somme, cette inflation provenait d'une augmentation du niveau de vie.

Mais, pour ce que j'en perçois, ce genre de réactions purement irrationnelles m'ont parues peu nombreuses.

Plus fréquemment, les premières réactions semblent avoir été de « chercher les coupables ». Où est allé l'argent qui a alimenté la dette publique grecque ? À quoi ont été consacrés les emprunts dont le remboursement a posé problème ? Comment répondre à cette question ?

Je suppose que si on épluchait les rapports de la Cour des Comptes grecque, on y trouverait, comme dans ceux de son homologue belge, quelques exemples croquignolets de « travaux inutiles », de « combines » et

d'infractions plus ou moins graves aux réglementations en vigueur. Mais ce que je vois, moi, globalement, c'est que, en 1995, pour téléphoner du village, il fallait utiliser le téléphone mural avec compteur du boulanger, ou aller au bourg, à dix kilomètres, au bureau de l'office des téléphones. Aujourd'hui, la ligne téléphonique passe par une fibre optique, et les enfants passent leur soirée au « Cybercafé » ouvert par le cousin épicier revenu d'Allemagne. Les autoroutes se sont développées au rythme des autoroutes belges dans les années septante. Athènes a mis au rebut (ou revendu à l'Albanie ou au Bangladesh ?) ses vieux autobus cracheurs d'épaisse fumée noire, qu'elle avait elle-même dû hériter de quelques villes allemandes, voire italiennes, pour acheter des véhicules modernes ; elle a développé son réseau de métro, a mis en service des lignes de tramway, a fermé à la circulation automobile plusieurs rues étroites du centre-ville, sièges d'éternels embouteillages, et a déplacé son aéroport, réduisant ainsi considérablement le fameux « nefos », le smog issu des gaz d'échappement automobiles qui planait au-dessus de l'agglomération (et rongait les vieilles pierres de l'Acropole et d'ailleurs). Faut-il considérer que tous ces investissements relèvent de l'« éléphant blanc », d'un vernis de civilisation ouest-européenne sur un pays resté fondamentalement pauvre et arriéré ?

Ceci dit, si le mouvement d'indignation pouvait déboucher sur une modification de certains dysfonctionnements, par exemple dans la perception des impôts, et pour commencer l'établissement de ce fameux cadastre des propriétés immobilières (il semble que les choses soient, cette fois, en route), on peut dire que la crise n'aura pas été totalement inutile.

Plus en phase avec ce que j'ai cru ressentir de l'état d'esprit ici, et surtout des leçons que nous pouvons tirer de la chose, étaient les analyses réunies dans le numéro d'Es-

*prêt* du mois de juillet dernier<sup>2</sup>. Ne peut-on voir dans ce qui s'est passé une manifestation caricaturale de ce que ne devrait pas être une gouvernance économique et sociale européenne ?

Les réticences allemandes à suppléer aux carences du Marché pour financer le déficit grec étaient manifestement fondées sur un jugement allemand — et en fait européen — sur la politique économique, sociale et budgétaire du pays.

On a beaucoup glosé sur le trucage des comptes nationaux grecs, pour obtenir le ticket d'entrée dans l'euro. Mais ce trucage était dès le départ un secret de polichinelle.

Je veux bien admettre qu'il était inconnu du Marché, car tout le monde a désormais bien compris que celui-ci fonctionne sur le modèle des moutons de Panurge, et non sur la base d'informations sérieuses, et même si la tricherie généralement invoquée était un truc d'ingénierie financière mis au point avec l'aide, et sans doute sur la suggestion, d'une grande banque américaine. Mais il est inconcevable qu'il était inconnu de ceux qui ont pris les décisions.

Et la Grèce n'est pas le seul pays d'Europe où la pertinence des statistiques est faussée par l'économie souterraine ; respect des réglementations fiscales et sociales mises à part, cette économie souterraine n'a pas, au moins, et à ma connaissance, le caractère carrément criminel qu'elle a dans certains autres pays, même mieux ancrés dans l'« Europe vaticane ».

La politique sociale, et notamment les pensions et les soins de santé, est une autre paire de manches, à la fois sur le fond et dans les ressorts de la crise.

Ceux qui s'intéressent à la matière connaissent la typologie, héritée d'universitaires scandinaves, caractérisant les divers systèmes européens de protection sociale. Nous faisons partie, avec les Français et les Allemands, des systèmes « continentaux » (selon le vocabulaire de la Commission européenne ; les universitaires scandinaves parlent de « conservateurs-corporatistes » : merci à eux) ; les Anglais et les Irlandais ont un système « libéral » ; les Scandinaves un système « social démocrate ». Quant aux pays du Sud, on les a classés sous le nom générique de systèmes « méridionaux » ou « méditerranéens », ce qui ne dit pas grand-chose de leur contenu.

En ce qui concerne les pensions, pour prendre un sujet sensible (en soi, et dans le débat dont nous parlons), les « pays méditerranéens » (dont la Grèce) ont en fait un mauvais système. La grande majorité des pensions est très inférieure au minimum vital. Certains retraités, qui ont passé leur jeunesse à la campagne, peuvent, venu l'âge de la retraite, rouvrir la vieille maison familiale, au village, subvenir à leur nourriture en cultivant un potager, en élevant quelques chèvres et quelques animaux de basse-cour, et prier pour ne pas devoir recourir aux infrastructures de santé. Mais ce genre de comportement correspond de moins en moins au profil, aux souhaits et aux besoins des générations actuelles de retraités, qui vivent dans un environnement urbain où le coût de la vie, en gros, est identique à ce qu'il est en Belgique. Et pourtant, au total, la Grèce (et il en va de même des pays du même « profil ») consacre autant d'argent que la Belgique à ses pensions (mesuré en pourcentage du PIB, pour peu que ce genre de comparaison veuille dire quelque chose) : une dizaine de pour cents du PIB. La Belgique s'inquiète de savoir comment, d'ici soixante ans (où serons-nous dans soixante ans ?) payer quatre ou cinq points de PIB de plus. Mais

<sup>2</sup> J. Habermas, « Le sort de l'Europe » ; Pierre-Yves Cossé, « La crise de confiance dans l'Europe » ; Jean-Claude Barbier, « Les frontières de la solidarité restent à définir », dans *Esprit*, dossier « L'Europe après la crise grecque », juillet 2010.

en Grèce, selon les paramètres actuels, il devrait y avoir dans le même temps une augmentation de quinze points de PIB, et la charge des pensions devrait atteindre le chiffre phénoménal de 25 % du PIB (soit à peine moins que ce qu'un pays comme la Belgique consacre à la totalité de sa protection sociale). Cette caractéristique provient de ce que, en dépit de l'insuffisance globale du système, il existe, essentiellement dans le secteur public et parapublic pléthorique, des privilèges exorbitants, même selon les canons belges: un âge de la retraite très inférieur à l'âge belge de la pension, voire de la prépension, des exigences de carrière beaucoup plus souples, le tout pour des montants dont on ne rougirait pas en Belgique. Dans les réticences allemandes pour soutenir financièrement l'État grec, un argument fréquemment entendu était: « pourquoi devons-nous aider l'État grec à payer des pensions à partir de cinquante ans et dix années de carrière, alors que nous, nous avons décidé de porter l'âge de la retraite à soixante-sept ans? »

Vu d'Allemagne, on ne peut pas dire que l'argument était totalement faux. Évidemment, la façon dont les choses se sont décidées ne ressemble en rien à ce qu'on peut appeler une procédure sérieuse et démocratique de politique sociale. Il n'y a pas vraiment eu de dialogue entre l'Allemagne (et le reste de l'Europe) et la Grèce, sans parler des citoyens grecs. Bien plus, une partie des arguments a été exprimée de façon brutale, méprisante, voire xénophobe, notamment par des journaux populaires allemands. Même si le langage des dirigeants politiques était plus léché, on ne peut pas dire qu'ils ont laissé beaucoup d'ouverture à leurs interlocuteurs.

Des réflexions du même genre peuvent être faites sur le système de santé. La charge économique générale de la santé est du même ordre de grandeur en Grèce et en

Belgique. Mais les dépenses publiques y sont très inférieures, et il en va de même de ce qu'on pourrait appeler les dépenses privées organisées, notamment les assurances, individuelles ou collectives. Une grande partie de la différence passe dans le fait que les tarifs médicaux sont souvent supérieurs à ce qu'ils sont en Belgique, et sont payés en partie sous forme d'« enveloppes », données au noir aux médecins, voire, dans certains hôpitaux, aux infirmières. Certes, la Belgique n'a pas trop de leçons d'éthique à donner dans ce domaine. La liberté pour le médecin de ne pas inscrire le montant réellement perçu du patient sur les attestations de soins, et donc de frauder le fisc en toute impunité, est un élément de l'équilibre fragile de nos accords médico-mutuellistes. Le « Belgian dentist » est une figure emblématique des « comptes off shore ». Il reste que, éthique fiscale mise à part, le système est objectivement plus performant sur le plan de la qualité et de l'accessibilité des soins.

Si je me permets d'en parler, ce n'est pas dans l'esprit de donner des leçons, mais parce que, manifestement, la mise au jour de ces désordres, comme d'autres, a joué un grand rôle dans la crise financière. Ceux qui étaient invités à participer au sauvetage des finances publiques grecques n'ont tout simplement pas voulu s'engager à couvrir ces désordres.

En somme, le débat ressemble par certains aspects au débat belge sur les transferts interrégionaux de sécurité sociale, par exemple dans les soins de santé. L'argumentation flamande sur les « abus wallons » comprenait beaucoup de contrevérités, de sophismes, de visions tronquées. Elle portait tout de même certaines interrogations légitimes sur le fonctionnement du système, notamment quant à l'organisation des soins. Des efforts ont été faits au cours des dernières années pour améliorer les choses, qui ont d'ailleurs réduit fortement les différences

interrégionales, sans perte, que l'on sache, dans la qualité ou l'accessibilité des soins.

À partir de là, un pays a le choix entre deux options.

Soit, il se cabre dans sa dignité, fait fi des observations du monde extérieur, et à la grâce de Dieu. « Par temps noir et austère, que le vent rafraichisse les rochers de pierre; par temps noir et austère, que Dieu protège les petits grecs<sup>3</sup> », chantait Maria Farantouri: le fonds poétique grec est inépuisable, même si le « temps noir et austère » auquel se réfère la chanson concernait des choses encore bien plus graves que des « plaies d'argent », qui après tout ne sont pas mortelles.

Cette option correspondrait à une certaine tendance dans l'opinion publique, qui attribue facilement à des causes extérieures les malheurs du pays: l'Union européenne et l'euro sont les candidats tout trouvés pour succéder dans le rôle du Grand Croquemitaine aux Croisés, aux Turcs, à la Monarchie imposée par les puissances étrangères, à la CIA. Ce que le journaliste et romancier Petros Markaris, dans la citation en exergue, appelle le « complexe du raya ». Dans son roman, cette admonestation était faite par une vieille dame de la minorité grecque de Constantinople, en réaction à une manifestation déplaisante de chauvinisme « grec de Grèce » par un personnage secondaire de l'histoire; elle concernait spécifiquement les relations entre Grecs et Turcs, mais ce n'est pas trahir la pensée de l'auteur que de la généraliser.

L'autre option est d'exiger de ses interlocuteurs un réel partenariat, impliquant de sa part les remises en question nécessaires, et de la part de ses partenaires la mise à disposition des moyens nécessaires pour un développement durable et socialement équitable. Le tout, bien entendu, dans le

## Petros Markaris, un humanisme pour notre temps

La littérature grecque contemporaine, disponible en langue française, décrit souvent une réalité sociale qui a pu exister jusque dans les années soixante. En bref, celle d'un pays essentiellement agricole, dont une grande partie des forces vives a émigré, ou navigue pour de longues durées dans la marine marchande. Elle ne laisse même pas entrevoir qu'un jour la majorité des gens habiterait en ville, et plus de la moitié à Athènes et dans sa banlieue, dont le béton a pratiquement avalé toute la campagne de l'Attique; que dans la panoplie du parfait client de café, le GSM et les Marlboro supplanteraient le combologue et les cigarettes au tabac de Macédoine; que les hamburgers concurrenceraient les échoppes à brochettes; que le whisky, la vodka et la bière (hollandaise, hélas!) supplanteraient l'ouzo et le vin résiné. Et surtout, que la Grèce deviendrait un pays d'immigration, en provenance d'une Albanie naguère enfermée derrière son Rideau de Fer, d'autres pays des Balkans, et même d'Afrique et d'Asie, sans compter les soi-disant minorités grecques de Russie et du Caucase.

Ces bouleversements sociologiques ont forcément entraîné un bouleversement des cadres de pensée dans lesquels se reconnaissait la majorité des gens. On dira, bien sûr, que c'est le cas de l'ensemble des sociétés qui ont connu l'exode rural, le développement de la société de consommation et l'immigration, à commencer par la nôtre. Quoi qu'il en soit, peu d'écrivains semblent disposés à prendre la chose comme elle vient, avec ses bons et ses mauvais côtés. Un tel qui s'était fait connaître par des ouvrages politiquement très engagés, se complait désormais dans une sorte de nihilisme proche de la veulerie pornographique.

Petros Markaris tranche sur cette espèce de vide. Connu au départ comme journaliste de presse écrite et de télévision et intervenant fréquemment dans le débat politique grec, il a acquis une certaine renommée interna-

<sup>3</sup> Τα Ελληνοπούλα (Les petits grecs), texte de Kostas Myris, Η μεγάλη αχρηπνια (La grande vigile), musique d'Eleni Karaindrou

tionale comme auteur de romans policiers, dont deux jusqu'ici ont été traduits en français. Un troisième, dont je me suis servi pour illustrer l'article sur la crise grecque, devrait l'être sous peu.

Il ne s'agit pas de romans à énigmes, ni de profondes introspections psychologiques; il y a un certain suspens, mais sans exagération. Les histoires servent essentiellement de prétexte à une plongée dans la réalité grecque contemporaine. Principalement à Athènes.

Dans *Il ya longtemps, bien longtemps*<sup>2</sup>, à mon avis le meilleur et le plus émouvant, il s'agit d'Istanbul, et plus particulièrement de ce qui reste de sa minorité grecque, et donc d'une plongée dans l'histoire des relations compliquées de la Grèce avec la Turquie. Il faut préciser que l'auteur, devenu athénien, est né à « Constantinople », de père arménien.

Pour guider le lecteur, le narrateur et personnage principal des romans est le commissaire de police Kostas Charitos, qui se définit lui-même comme « flic hellène ». Au fil des histoires, on découvre des éléments de sa personnalité et de son histoire personnelle. Il est originaire « d'un des villages de Konitsa », autant dire du bled, mais il est fondamentalement athénien, comme la majorité de ses contemporains. Il avoue sans complexe qu'il a commencé sa carrière sous la « junte » (les colonels) et que son père, qui a lui-même été brigadier de gendarmerie, a combattu les « éamobulgares » pendant la guerre civile. Il entretient des relations tumultueuses avec sa femme Adriani, qu'on a pu comparer à Xanthippe, la redoutable épouse de Socrate, mais qui le « tient par le ventre »: le commissaire est gourmand, et Adriani excellente cuisinière.

C'est peut-être la fille du commissaire, Katerina, qu'on découvre successivement étudiante en droit, doctorante et avocate stagiaire, qui comprend le mieux les relations entre ses parents: malgré les disputes, les jérémiades et les énervements, ils s'entendent « comme papier et crayon ».

cadre de procédures démocratiques, autrement dit lisibles, transparentes et respectueuses des intérêts des chacun.

On peut discuter à perte de vue de la pertinence économique de la « politique allemande » basée sur la compétitivité des entreprises, la modération salariale, l'équilibre des finances publiques, et qui se traduit notamment, en Allemagne, par un allongement programmé des carrières professionnelles et d'une augmentation de l'âge de la retraite. En attendant, faute d'autre procédure, c'est cette politique qui donne le ton en Europe, et la Grèce, pas plus que la Belgique, n'est vraiment en mesure de renverser la donne.

En Belgique, on a compris depuis longtemps qu'il ne s'agit pas tellement de la capacité théorique à exercer sa souveraineté d'État, à laquelle les pays européens, spécialement ceux qui ont adopté l'euro, ont renoncé dans une large mesure. Il s'agit plutôt de la capacité d'un petit pays — de naviguer contre les courants dominants. En Belgique, cette constatation désabusée correspond à une expérience historique multiséculaire, liée à la situation géopolitique et aux caractéristiques économiques du pays. La construction européenne y est prise pour ce que qu'elle est de son point de vue: non pas un abandon de souveraineté, mais l'assurance de débouchés commerciaux plus vastes qu'un territoire étriqué, et même une chance de peser sur son destin.

Ce degré d'évidence, bien entendu, n'est pas partagé par tous les pays européens.

Dans le cas de la Grèce, les « géopolitologues » n'ont pas manqué d'observer que le pays, en réalité, tourne le dos à l'Europe: c'est vers l'est que sont orientés presque tous ses grands ports, c'est vers l'orient que se sont portées, historiquement, toutes les « grandes idées » d'expansion du pays ou de sa civilisation. Comme le dit un des

<sup>2</sup> Il semblerait que la traduction française ait choisi le titre, qui me paraît mal approprié: « L'empoisonneuse d'Istanbul »



personnages du même roman de Petros Markaris, « D'un point de vue stratégique, l'espace vital naturel de la Grèce se trouve à l'est. Vers l'ouest, il n'y a pas d'espace vital pour nous. Le premier à l'avoir compris, c'est Alexandre le Grand ». Le personnage qui profère cette idée est, dans le roman, un général de blindés à la retraite qui, de son propre aveu, développe des théories stratégiques pour tromper l'ennui de sa retraite dorée et l'échec de sa vie conjugale. Le narrateur et personnage principal du roman, probablement porte-parole du romancier lui-même, ne manque pas de considérer ces théories comme du radotage fumeux.

Sur le plan politique, la ligne proeuropéenne était traditionnellement le fait de la droite libérale. La gauche socialiste, arrivée au pouvoir avec Andreas Papandreou à peu près en même temps que Mitterrand en France, a longtemps tenu un discours eurosceptique, non sans profiter des largesses des budgets européens. Le caractère fondamentalement incohérent, voire immoral, de cette position, a été puissamment dénoncé en Grèce même, notamment par le musicien Mikis Theodorakis, qui a rompu bruyamment avec la gauche pour rallier un temps le parti de droite, en raison de son engagement européen sans ambiguïté.

Depuis lors, le parti socialiste semble avoir viré sa cuti, et le gouvernement actuel, dirigé par Georges Papandréou, fils d'Andréas, semble décidé à poursuivre sur la même ligne. Pour ce que je peux en juger, et en dépit du désarroi qui domine, il semble être compris par la majorité de la population.

Puisse-t-il trouver du répondant du côté de l'Europe. ■

Si donc le personnage a tout du Grec moyen, et même certains traits du « beauf » en version locale, c'est au service d'un regard presque paradoxal sur le monde, pour mieux faire passer certaines idées forces, qui tiennent tout simplement de l'humanité, de la justice et de l'humilité.

Le commissaire n'est donc pas ce qu'on peut appeler un homme de gauche — rien à voir avec le commissaire Navarro ou Julie Lescaut, inventés pour illustrer des bondieuseries droitdelhomnistes — et méprise cordialement ces gens qui, étudiants à l'université à la fin de la dictature, avaient fait le coup de poing contre « les flics » et qui, à quarante ans, enrichis par une carrière lucrative dans les médias ou comme avocats d'affaire, trempent dans les traficotages politico-financiers et exploitent honteusement leur bonne philippine; mais il a une empathie sincère pour le vieux militant qui a réellement payé de sa personne, et n'a pas renié ses idéaux. Il a des réflexions « de flic » sur les Albanais « qui ont envahi Athènes » et n'est pas dupe des pratiques mafieuses importées par certains immigrants russes, mais n'est pas dupe non plus des pratiques d'exploitation de certains « bons citoyens », et il sait se montrer compréhensif et efficacement secourant pour les filles qui sont victimes de leurs trafics. Et les cibles favorites de ses réflexions frappées au coin du bon sens sont les manifestations déplaisantes de chauvinisme, fussent-elles parées d'ori-peaux de gauche — comme lorsqu'un client de taverne fait taire un mendiant bulgare qui joue de la musique classique au violon, en lui intimant de jouer plutôt du Theodorakis ou du Hadjidakis. À Istanbul, il finit par se lier d'amitié avec son confrère turc, enfant d'immigrés en Allemagne, revenu en Turquie parce que son épouse, informaticienne, souhaitait porter le voile, et qui affirme comprendre mieux que lui la minorité grecque d'Istanbul.

L'humanité, la justice et la lucidité, n'est-ce pas tout ce dont notre monde a besoin ?